

Etats généraux de l'alimentation : retour sur les annonces du Président Macron

Le 12 octobre, le **Président Macron** a [dressé](#) un point d'étape des [Etats généraux de l'alimentation](#) (#EGAlim) en cours.

Il a annoncé :

- Une contractualisation rénovée avec un contrat qui serait proposé par les agriculteurs et non plus par les acheteurs ;
- L'adoption de dispositifs d'aide à la taille des organisations de producteurs commerciales pour inciter les regroupements ;
- Le passage à une contractualisation pluriannuelle ;
- Le droit de saisine de l'Autorité de la concurrence ;
- Le renforcement du rôle du médiateur et l'autorisation du « *name and shame* » ;
- La rénovation du Haut Conseil de la coopération agricole ;
- Le relèvement des seuils de revente à perte

Le Président a conclu : « *je suis favorable à ce que la loi, qui aura à porter ces dispositions et qui sera présentée au Parlement au 1er semestre 2018 et votée au 1er semestre 2018, porte cette réforme* ».

Lors de la [journée mondiale de l'alimentation](#) le 16 octobre à Rome, **le ministre de l'agriculture Stéphane Travert** a présenté la démarche aux partenaires internationaux. Le ministère [indique](#) : « [le Ministre] a pu mesurer tout l'intérêt des pays européens et des grandes organisations internationales à vouloir dupliquer le modèle des EGA ».

Face aux Députés, il [a mis en avant](#) les consensus déjà dégagés parmi les participants aux EGAlim : « *arrêter la guerre des prix, redonner du revenu aux agriculteurs, inciter à la montée en gamme et valoriser la diversité des systèmes agricoles* ».

Face aux Sénateurs, il [a indiqué](#) : « *nous présenterons d'ici la fin de l'année un plan de restructuration des filières pour les aider à construire une vision d'avenir, à investir et à innover. Un projet de loi verra le jour au premier semestre, pour que la Ferme France soit au rendez-vous des défis de demain* ».

Les réactions au discours du Président

L'Association Nationale des Industries Alimentaires (**ANIA**) [salue les annonces](#) « *pour mettre fin à la guerre des prix* » (contractualisation, relèvement du seuil de vente à perte, encadrement des promotions) mais regrette « *que ces mesures ne soient pas appliquées pour les négociations commerciales qui débuteront à la fin du mois* ».

Jeunes agriculteurs et la (**FNSEA**) [annonce](#) qu'ils participeront à l'intégralité des ateliers de la seconde phase. Ils [publient un document de propositions dédié](#). **Le président Jérémy Decerle** appelle à « *valoriser les efforts fournis, stopper la boulimie normative et surtout favoriser les innovations* ».

Les interventions parallèles des parties prenantes

Le 9 octobre, **Emmanuel Macron** [avait reçu](#) une lettre signée par les associations de protection de l'environnement, alertant : « *la plupart de nos propositions sont évacuées d'un revers de main. Dans ces conditions, nos organisations ne pourront s'associer aux*

Lisa Fraser

Consultante senior en veille réglementaire et politique
t : 01 55 62 68 65 | e : lisa.fraser@dodsgroup.eu

résultats ». Et de conclure : « *dans leur organisation actuelle, les Etats Généraux ne parviendront pas à réussir leur mission* ».

Les signataires : Action contre la Faim / ActionAid France / Agir Pour l'Environnement / Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières / Amis de la Terre France / Association française des Diététiciens Nutritionnistes / Association Max Havelaar France / Attac France / BLOOM / CCFD-Terre Solidaire / CIWF France / CMR (Chrétiens dans le Monde Rural) / Comité français pour la solidarité internationale / Confédération paysanne (Laurent Pinatel) / Coordination SUD / CRID / Criigen / Eau et Rivières de Bretagne / Fédération Artisans du Monde / Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (FADEAR) / Fédération Nationale d'Agriculture Biologique / Filière Paysanne / Fondation pour la Nature et l'Homme / Foodwatch / France Nature Environnement / Générations Futures / Greenpeace France / Ingénieurs Sans Frontières AgriSTA (Agricultures et Souveraineté Alimentaire) / IUFN (International Urban Food Network) / Miramap (Mouvement interrégional des AMAP) / Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique / Nature et Progrès / OGM dangers / Oxfam France / Plate-Forme pour le Commerce Équitable / Plateforme pour une petite pêche / REFEDD (REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable) / RENETA (Réseau National des Espaces-Test Agricoles) / Réseau Action Climat / Réseau CIVAM / Réseau Cocagne / Réseau Environnement Santé / RESOLIS / Secours Catholique - Caritas France / SOL / Syndicat National d'Apiculture / Terre & Humanisme / Terre de Liens / Union Nationale de l'Apiculture Française / The Forest Trust / WECF France / WWF France.

La Fondation pour la nature et pour l'homme (**FNH**) [pose les conditions](#) pour éviter l'échec, notamment : plus de transparence ; le respect de l'aspect participatif des #EGAlim ; « *le courage politique d'acter que tous les modèles agricoles ne se valent pas et que la transition agro-écologique est nécessaire* » ; ainsi que la mise en cohérence des politiques publiques.

Le président des Jeunes agriculteurs Jérémie Decerle [a adressé](#) une lettre ouverte aux consommateurs : « *l'alimentation a un prix ! Les solutions résident dans la façon d'organiser les filières alimentaires, avec une remise en question à chaque maillon. Permettre, pour les produits de base, aux producteurs de se regrouper pour peser davantage face aux industriels et distributeurs. S'assurer, tout au long de la chaîne de valeur, d'une répartition équitable des marges en commençant par mettre en place des contrats équitables entre toutes les parties, intégrant les coûts de production et sanctionnant les prix abusivement bas. Promouvoir l'offre française et favoriser l'approvisionnement local des collectivités. Autant de solutions concrètes à mettre en place dès maintenant* ».

L'Agence bio [a réagi](#) : « *les professionnels de la Bio souhaitent réaffirmer l'exemplarité de leurs filières en matière de contractualisation pluriannuelle, de relocalisation dans les territoires, d'équité dans les échanges commerciaux* ».

L'Association française des biotechnologies végétales (**AFBV**) [appelle](#) à « *des Etats Généraux de la coexistence* » : « *on peut craindre que ces Etats Généraux tournent de fait à une confrontation entre l'agriculture dite conventionnelle (AC) et l'agriculture Biologique (AB). Si cette confrontation devait avoir lieu, elle aurait de fortes chances, compte tenu des rapports de force au sein des ateliers, d'aboutir à une condamnation de la première et une bénédiction de la seconde. Tous les modèles agricoles doivent pouvoir coexister* ».

foodwatch [met en avant ses propositions](#) : plus de transparence sur les produits commercialisés ; apposition obligatoire d'un logo nutritionnel coloré à l'avant des emballages ; interdiction du marketing des « *produits malsains* » ciblant les enfants ; fin de la « *contamination des aliments* » ; fin de l'application provisoire du CETA et renégociation des accords de commerce « *nouvelle génération* ».

Lisa Fraser

Consultante senior en veille réglementaire et politique
t : 01 55 62 68 65 | e: lisa.fraser@dodsgroup.eu

Terres univia appelle à « *se mobiliser collectivement autour d'un enjeu clef : cap sur l'autonomie en protéines végétales* ».

Europe Ecologie les Verts (**EELV**) **présente** ses orientations :

- Interdiction des pesticides, soutien à la transition agro-écologique ;
- Construction de systèmes alimentaires locaux basés sur les circuits courts « *et la solidarité* » ;
- Préservation du foncier agricole et des ressources naturelles ;
- Défense du bien-être animal ;
- Ré-institution d'instruments de régulation des marchés agricoles ;
- Défense d'un revenu agricole « *juste et rémunérateur* ».

Le 10 octobre **WWF France** et l'institut de sondages **Ifop**, présentant les [tendances, habitudes et perceptions de consommation des Français](#), mettaient en lumière « *une évolution vers des habitudes de consommation plus responsables, une perception accrue des enjeux sociaux et environnementaux liés au système agricole et une volonté de changement vers un modèle agricole plus durable* ».

La Députée Anne-Laurence Petel (La République en Marche) **s'est manifestée** auprès du Gouvernement : « *le groupe de travail Agriculture auquel je participe est fort d'une centaine de députés ruraux ou citoyens, preuve de l'intérêt partagé pour la question agricole* ».

Le Sénateur Pierre Cuypers (Les Républicains) **alerte** : « *changer des modèles productifs, peut-être, mais arrêter certaines productions au motif qu'elles ne seraient pas concurrentielles serait catastrophique !* ».

Le Parti communiste français (**PCF**) **propose** :

- L'instauration d'un moratoire immédiat, financier, fiscal sur l'agriculture.
- -La création d'un fond de soutien à « *l'agriculture paysanne et ses filières relocalisées, courtes, de proximité et biologiques* ».
- -La promotion d'une nouvelle PAC « *débarassée des accords de libres échanges* ».

Pour aller plus loin

[Le calendrier des ateliers.](#)

[La plateforme en ligne.](#)

[Infographie - #EGalim : les chiffres-clés de la consultation publique.](#)

[Le dossier](#) sur le site du **ministère de l'agriculture**.

Les documents mis en ligne cette semaine par le ministère :

[Présidence et sujets de l'atelier 8.](#)

[Présidence et sujets de l'atelier 10.](#)

[Le flux Twitter.](#)

Lisa Fraser

Consultante senior en veille réglementaire et politique

t : 01 55 62 68 65 | e: lisa.fraser@dodsgroup.eu